

original : 338 (D)  
 kopie : 166 158 148 152 162 164 177 250 262  
           266 268 344 MJ HH JD BH BRE AX  
 kopie nach kenntnisnahme vertraulich vernichten

alger 23.11.78 11.30

115 hhhhh

r.p. no 14 / ae = Orig.

le dernier combat du president boumediene ?

toujours en retard d'une verite, les autorites algeriennes n'ont ce matin encore pas revele au public la gravite de l'etat de sante du president boumediene. on a annonce hier soir que des specialistes et equipes medicales du monde entier etaient au chevet du president, mais que le corps medical, la famille et le gouvernement avaient decide de ne donner aucune precision. l'homme de la rue, pourtant, s'informe ou il peut, et l'ecoute des radios etrangeres, heure par heure, lui devoile l'evidence que le chef de l'etat lutte vraisemblablement contre la mort. cet homme de la rue est en colere : ces memes autorites qui font sans cesse appel a son civisme, a son esprit revolutionnaire et a sa maturite politique l'ont, selon lui, juge indigne de savoir la verite, l'ont sciemment induit en erreur depuis pres de deux mois quant au sort veritable du chef de l'etat, bref, l'ont traite avec desinvolture et mepris. cela laisse-t-il bien augurer de l'avenir, sombre, mais que personne ne souhaite dramatique, qui se dessine en ces jours ? a moins d'un miracle, le president ne pourra plus reprendre les rennes de la nation. ceux qui ne sont pas, qui n'ont pas ete d'accord avec lui et sa facon de diriger le pays lui reconnaissent pourtant le merite d'avoir fait de l'algerie ce qu'elle est, d'avoir consolide son independance avec opiniatrete, desinteressement et cette foi qui est l'apanage des grands revolutionnaires. le president boumediene livre-t-il son dernier combat sur un champ de bataille qu'il avait, travailleur acharne et infatigable, toujours voulu ignorer jusqu'ici, au defi de sa propre sante ?

le conseil de la revolution, a defaut du conseil des ministres qui ne s'est plus reuni depuis plusieurs semaines, dirige actuellement le pays. c'est le role qui lui incombe en tant que garant silencieux de la constitution qui, en cas de vacance de la presidence de la republique, par deces ou demission, prevoit des elections presidentielles dans les 45 jours. pendant cette periode interimaire, m. rabah bitat,

./.

e. 6 5 4 4

23.11.1978

17.30

-t-



président de l'assemblée populaire nationale, assumerait la charge de chef de l'état, sans pouvoir être lui-même candidat à la présidence. le candidat unique à désigner par un congrès extraordinaire du fln sera-t-il issu du conseil de la révolution, sera-t-il un des huit membres de ce conseil encore effectivement influents ? tout porte à le croire, mais personne à l'heure actuelle ne peut s'avancer à faire un pronostic au delà d'une énumération des quatre ou cinq candidats possibles, à savoir, par ordre alphabétique (voir aussi mon 113 et ma lettre d'hier) :

- colonel mohamed ben ahmed dit abdelghani, ancien chef des maquis du constantinois, ancien chef de la 5e région militaire, devenu ministre de l'intérieur en décembre 1974.
- colonel ahmed bencherif, pendant quinze ans chef de la gendarmerie nationale, ministre de l'hydraulique, de la mise en valeur des terres et de la protection de l'environnement depuis avril 1977.
- commandant abdelaziz bouteflika, ancien secrétaire de l'état-major du colonel boumediène, ministre des affaires étrangères depuis avril 1963.
- colonel ahmed draïa, pendant douze ans directeur général de la sûreté nationale, ministre des transports depuis avril 1977.
- commandant mohamed salah yahiaoui, ancien commandant de l'académie inter-armes, depuis octobre 1977 le numéro deux du parti après le président boumediène.

à cette liste on peut ajouter belaid abdesselam, qui n'est pas membre du conseil de la révolution, mais qui a été pendant douze ans le puissant ministre de l'industrie et de l'énergie, actuellement ministre des industries légères. il est intéressant de noter qu'on parle très peu de l'ancien président ben bella, en résidence surveillée en algérie depuis treize ans, dont beaucoup d'algeriens paraissent pourtant souhaiter qu'il puisse encore jouer un rôle politique dans son pays.

la plupart des observateurs s'accordent à penser qu'en cas de vacance effective du pouvoir à plus ou moins brève échéance, l'option socialiste du pays ne saura, ne pourra pas être fondamentalement remise en cause. tous les anciens compagnons d'armes du président, dont tous les membres encore en exercice du conseil de la révolution, et surtout beaucoup d'éléments plus jeunes du parti ne voient l'avenir du pays que dans la continuité révolutionnaire, atténuée par les uns, accentuée par les autres. d'autres options sont évidemment possibles, sont même jugées souhaitables, voire impératives, par les opposants au régime, qui sont nombreux tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. ce que personne ne souhaite cependant est une lutte pour le pouvoir en dehors des structures prévues par la constitution. une telle lutte, à n'en pas douter, se ferait au détriment du peuple qui, socialisme algérien ou non, espère pouvoir accéder enfin à plus de bien-être économique et social et bénéficier du fruit de ses efforts depuis l'indépendance. andres.